

ACTION URGENTE

UNE FAMILLE MENACÉE PAR UN POLICIER

Richard Kendal García a reçu des menaces de mort de la part d'un agent de la police nationale dominicaine. Des membres de sa famille et lui ont été détenus arbitrairement dans un poste de police de Saint-Domingue, la capitale de la République dominicaine. Les autorités ne leur ont proposé aucune protection.

Le frère de ce policier a été tué en mars 2008 et ce dernier est convaincu, tout comme ses proches, que le meurtrier était un ami de Richard Kendal García. L'homme soupçonné par la famille du policier d'avoir commis cet homicide a disparu et l'agent a fait pression sur Richard Kendal García afin qu'il révèle l'endroit où il se trouve.

Le 24 juin à 5 heures du matin, le policier et huit autres agents armés sont entrés de force chez Richard Kendal García, sans mandat d'arrêt. Ils l'ont emmené dans un poste de police, ainsi que son père, son frère de dix-sept ans et sa sœur de seize ans, probablement pour le contraindre à révéler où se trouvait son ami. Son père, son frère et sa sœur ont été libérés au bout de deux heures. Les policiers ont battu Richard Kendal García. Le lendemain, il a été déféré au parquet, qui a estimé qu'aucun élément de preuve ne le liait à l'homicide et a ordonné sa libération. Le policier avait accompagné Richard Kendal García et a dit au procureur : « *Ça ne fait rien, je vais le tuer.* » À la suite de cette menace, Richard Kendal García est resté dix jours dans les locaux du ministère public pour sa sécurité. Le 25 juin, son père a signalé cette affaire à une organisation non gouvernementale (ONG), la Commission nationale des droits humains (CNDH). Le policier l'attendait à l'extérieur et lui a dit : « *Peu importe ce que vous faites, je vais le faire.* » Il est toujours en fonction. Les autorités n'ont pas fourni de protection à Richard Kendal García et ses proches ni ordonné l'ouverture d'une enquête sur les menaces, les mauvais traitements et l'arrestation arbitraire dont ils ont été victimes.

En 2008, peu de temps après le meurtre du frère du policier, plusieurs proches du défunt sont entrés de force chez Richard Kendal García. Sa famille a fui et a dû s'installer dans une autre maison.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS RAPIDEMENT POSSIBLE AUX DESTINATAIRES CI-APRÈS (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- exhortez les autorités à prendre immédiatement des mesures afin de garantir la sécurité de Richard Kendal García et de sa famille, dans le respect de leurs souhaits ;
- priez-les de diligenter sans délai une enquête approfondie et indépendante sur les mauvais traitements, l'arrestation arbitraire, les menaces et le harcèlement dont ces personnes ont été la cible, d'en rendre les résultats publics et de traduire en justice les responsables présumés.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 14 AOÛT 2009 À :

Procureur général :

Sr. Radhamés Jiménez Peña
Procurador General de la República
Palacio de Justicia, Ave. Jiménez Moya
esq. Juan Ventura Simón,
Centro de los Heroes, Constanza,
Maimón y Estero Hondo.
Santo Domingo, République dominicaine
Fax : +1 809 533 4098

Formule d'appel : *Estimado Señor Jiménez, / Monsieur le Procureur général,*

Ministre de l'Intérieur :

Sr. Franklin Almeyda Rancier
Secretario de Estado del Interior y la
Policía
Ave. México, Esq.
Leopoldo Navarro, Edif. Oficinas
Gubernamentales,
Santo Domingo, République dominicaine
Fax : +1 809 685 1194

Formule d'appel : *Señor Secretario, / Monsieur le Ministre,*

Copies à :

Comisión Nacional de los Derechos
Humanos
Av. Ortega y Gasset 200
Cristo Rey
Santo Domingo, République dominicaine

Courriers électroniques :

cndhrd@hotmail.com

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la République dominicaine dans votre pays. Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après cette date. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

UNE FAMILLE MENACÉE PAR UN POLICIER

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Amnesty International est préoccupée depuis longtemps par les atteintes aux droits humains, telles que les exécutions illégales, commises par la police nationale dominicaine. Selon la Commission nationale des droits humains, en République dominicaine, 500 personnes ont été tuées par des policiers en 2008, et plus de 3 000 l'ont été au cours des dix dernières années. Amnesty International estime qu'une part importante de ces tirs mortels pourrait être illégale. Ces exécutions illégales et les autres atteintes graves aux droits humains sont rarement signalées. Étant donné qu'il n'existe aucun organe indépendant habilité à enquêter sur les accusations de violences commises par des membres des forces de l'ordre, les responsables présumés sont rarement traduits en justice.

AU 179/09, AMR 27/004/2009, 2 juillet 2009

